

Discours de Tony Blair sur l'euro (23 février 1999)

Légende: Le 23 février 1999, Tony Blair, Premier ministre britannique, précise à Londres la position du Royaume-Uni face à l'éventuelle adoption de la monnaie unique européenne.

Source: Speech by the Prime Minister Tony Blair on the Euro, 23 February 1999. [ON-LINE]. [London]: Her Majesty's Stationery Office, [23.08.2005]. Disponible sur <http://www.number-10.gov.uk/output/Page1275.asp>.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_tony_blair_sur_l_euro_23_fevrier_1999-fr-1f1288a1-f67f-4835-a851-a2b1e1fca817.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Discours du Premier ministre Tony Blair sur l'euro (23 février 1999)

Le 27 octobre 1997, Monsieur le Chancelier de l'Échiquier a présenté la politique du gouvernement sur la monnaie unique européenne. Il a indiqué qu'il préciserait publiquement la manière dont la Grande-Bretagne pourrait rejoindre l'euro, si toutefois elle en décidait ainsi. Ce projet constitue désormais le Plan national de transition (*National Changeover Plan*). Voici donc aujourd'hui les grandes lignes de ce plan, qui serviront de base à la consultation.

Permettez-moi de remercier la Commission permanente créée par le Chancelier pour superviser le travail préparatoire sur l'Union économique et monétaire (UEM) dans tous les secteurs de l'économie. J'exprime toute ma reconnaissance au Gouverneur de la Banque d'Angleterre, aux chefs de l'administration des services financiers (*Financial Services Authority*) et à l'Association des banques britanniques (BBA, *British Bankers Association*), aux présidents de la Confédération des industries britanniques (CBI, *Confederation of British Industry*) et des Chambres de commerce britanniques, sans oublier le Secrétaire général de la Confédération syndicale (TUC, *Trade Union Congress*), pour leur participation à ce projet. Nous avons effectué un véritable travail de coopération qui repose sur un partenariat sans précédent entre les secteurs public et privé. Et je suis particulièrement heureux que la Commission permanente ait bien accueilli notre intention d'élaborer le plan général que nous publions aujourd'hui.

Madame la Présidente, dans sa déclaration d'octobre 1997, le Chancelier a clairement exprimé l'opinion du gouvernement selon laquelle l'adhésion à un euro performant profiterait à la Grande-Bretagne en termes d'emploi, d'investissements et d'échanges commerciaux. Il a déclaré que le gouvernement donnait son accord de principe à ce que la Grande-Bretagne rejoigne une monnaie unique affichant de bons résultats, et a énuméré les conditions nécessaires à la satisfaction de nos intérêts économiques.

Notre intention est donc claire. La Grande-Bretagne devrait se joindre à une monnaie unique performante à condition que les conditions économiques soient remplies.

Nous parlons au conditionnel. Rien n'est inévitable. L'intention est réelle, les conditions aussi.

Telle est la bonne orientation pour le pays, pour résoudre cette question dans le souci des intérêts nationaux britanniques, de l'avenir de notre population et de son bien-être. Cet intérêt national sera toujours prioritaire.

Je n'oublie pas les questions constitutionnelles ou politiques. Elles sont réelles. L'union monétaire est un grand pas vers l'intégration. Mais il en était de même avec l'Acte unique. Et avec l'Union européenne elle-même. Le monde est de plus en plus intégré en matière financière et monétaire. Les liens se resserrent. Et, si se joindre à une monnaie unique est bon pour l'emploi et l'industrie britanniques, si cela renforce l'influence et la puissance britannique, il est bon, je pense, que la Grande-Bretagne surmonte ces controverses constitutionnelles et politiques et les craintes qui les sous-tendent. En raison même du caractère très sensible de ces discussions, nous avons également dit clairement que le gouvernement peut émettre une recommandation, mais que c'est le peuple qui tranchera par référendum.

Nous n'annonçons pas aujourd'hui un changement de politique, mais un changement de vitesse. Si nous souhaitons exercer ce choix de nous joindre, nous devons nous préparer. La nature même, l'échelle et la complexité des dispositions à prendre pour de tels préparatifs nécessitent beaucoup de temps. Les conséquences en sont bien plus étendues que ne le furent celles de la décimalisation. Si nous ne commençons pas à regarder cette réalité en face dès à présent, nous n'aurons tout simplement pas les outils nécessaires pour choisir.

Il y a ceux qui, sur les bancs de l'Opposition et ailleurs, s'opposent à l'idée même d'un plan national de transition. Je leur dis: nous ne pouvons plus nous permettre de faire comme si l'euro n'existait pas ou comme si la Grande-Bretagne ne devait pas s'y préparer activement. Un tel déni de la réalité ne sert pas les intérêts britanniques, il les trahit.

L'euro est une réalité. Il existe. Onze des 15 autres membres de l'Union européenne fonctionnent dans ce

régime. Il représente 20 % du revenu mondial, autant que les États-Unis. Il sera la monnaie de 290 millions de personnes.

Il a commencé et, dans l'ensemble, il a bien commencé. Certes, ce ne sont que les débuts. Des épreuves et des tensions sont à venir. Mais le lancement a été un succès. Et preuve est faite que ceux qui prédisaient qu'il ne verrait jamais le jour ou qu'il mènerait à une catastrophe avaient tort.

Son impact sur la Grande-Bretagne sera immense, qu'elle en soit ou non partie prenante. C'est une évidence. Ce simple constat suffit à réfuter les arguments de ceux qui aimeraient faire comme si l'euro n'existait pas. La moitié de nos échanges commerciaux concernent la zone euro. Le lancement de l'euro signifie qu'un nombre croissant d'entreprises britanniques commence à l'utiliser, et pas seulement les grandes sociétés, telles que British Steel, Ford, Philips, ICI et Unilever. Les enquêtes que le ministère de l'Économie et des Finances mène par le biais de son unité de préparation à l'euro montrent qu'environ 45 % des petites et moyennes entreprises (PME) du Royaume-Uni ont des liens commerciaux avec l'Europe et qu'elles sont d'ores et déjà en train de se préparer à traiter avec la nouvelle devise. La même enquête révèle que près de la moitié des PME considère que la monnaie unique aura une influence sur leurs affaires. En automne dernier, environ 14 % des PME envisageaient déjà d'utiliser l'euro, et la dernière enquête de l'*Association for Payment Clearing Services* (APACS, Association des services de compensation des paiements) a montré que 247 000 sociétés avaient l'intention d'ouvrir des comptes en euros. 86 % des gros détaillants ont des fournisseurs dans la zone euro et 44 % déclarent prévoir de payer les fournisseurs de la zone euro en euros à partir de 1999. L'euro est aujourd'hui une réalité quotidienne pour les entreprises britanniques, quelle que soit leur taille.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons immédiatement pris des mesures pour aider le pays à se préparer. Depuis la déclaration du Chancelier:

- Le ministère de l'Économie et des Finances a lancé une très grande campagne d'information et de publipostage auprès des 1 600 000 PME que compte le Royaume-Uni. Il a distribué 350 000 fiches documentaires commerciales et 750 000 demandes de brochures ont été enregistrées;
- Nous avons mis en place 12 tribunes régionales de débats sur l'euro réparties dans tout le Royaume-Uni. Ces tribunes sont dirigées par des hommes et femmes d'affaires chevronnés, qui font progresser les préparatifs à l'échelon local;
- Les entreprises peuvent maintenant payer leurs taxes, déposer leurs comptes, émettre ou libeller des actions et recevoir certaines subventions en euros, et l'administration des douanes a formé 10 000 de ses employés pour répondre à leurs besoins.

Les petites entreprises recevront l'aide dont elles ont besoin; à Londres, la City est prête à prendre en charge une bonne part des échanges en euro, comme elle le fait déjà.

Mais il ne s'agit là que des préparatifs pour l'euro, la Grande-Bretagne étant actuellement en dehors du système. Maintenant, il faut aussi nous préparer à y participer. Si, comme nous l'avons déjà annoncé, nous voulons conserver la possibilité de prendre la décision de nous joindre au début de la nouvelle législature, il nous faut accélérer nos préparatifs concrets dès à présent. D'où le plan national de transition.

Le secteur public indiquera clairement son engagement dans la préparation à l'euro. Chaque ministère comporte désormais un ministre responsable de la préparation à l'euro et chacun rendra désormais régulièrement compte de l'état de ses préparatifs.

Lors de la modernisation des systèmes informatiques, tous les services intégreront la compatibilité avec l'euro dans le cas lorsque ce sera rentable. En ce qui concerne le ministère des Affaires sociales (DSS), le fisc et les douanes, l'échelle et la complexité de leurs systèmes informatiques confèrent une importance décisive à la préparation préalable. Ces ministères constituent, ensemble, la principale interface entre le gouvernement central et les entreprises, et ils entretiennent des contacts avec la quasi-totalité des habitants du Royaume-Uni. Ils devront peut-être dépenser un peu d'argent avant le référendum pour rendre leurs systèmes informatiques compatibles avec l'euro, afin que nous puissions conserver la souplesse qui

permettra à la Grande-Bretagne une transition aussi rapide et aussi rentable que possible.

Il convient de demander au Parlement de donner un accord explicite pour ces dépenses, qui s'élèveront à quelque 10 millions de livres, réparties sur un certain nombre d'années.

Nous intégrerons donc dans le projet de loi budgétaire et la loi sur la Sécurité sociale des clauses visant à autoriser ces dépenses.

Et, bien entendu, des scrutins normaux auront lieu sur les comptes d'affectation.

Ainsi, le gouvernement lui-même se préparera activement pour l'euro, avec la certitude que l'intérêt du pays est de nous y joindre à l'avenir, dans la mesure où nos critères économiques seraient satisfaits. Les entreprises devraient commencer à en faire autant.

Le plan national de transition fixe l'étendue des travaux à mener dans différents secteurs. C'est ainsi que, dans le secteur de la banque de détail par exemple, la BBA et l'APACS ont pris, avec la Banque d'Angleterre, la direction des travaux visant à déterminer les démarches à adopter en vue de la conversion de leurs systèmes informatiques centraux. Plus généralement, le secteur du commerce de détail jouera un rôle moteur, en collaboration avec les consommateurs et les fournisseurs, dans l'élaboration d'un code précis de pratiques concernant les dispositions en vue de la transition. Les entreprises, grandes et petites, doivent centrer leur réflexion sur les effets de l'euro sur leurs stratégies commerciales.

Sur la base de ce travail et après avoir étudié l'expérience de la première vague de participants, le plan général que nous publions aujourd'hui montre qu'il est possible de rationaliser le calendrier adopté en Europe, sans inconvénient pour notre économie et en y trouvant quelque avantage. Nous estimons qu'il devrait être possible, globalement, de passer:

- en 4 mois, d'une décision gouvernementale à un référendum;
- en 24 à 30 mois, après un «oui» au référendum, à l'introduction des billets et des pièces;
- et en six mois de plus, au retrait des numéraires sterling.

En d'autres termes, tout le processus allant d'un acquiescement référendaire au retrait de la livre sterling pourrait être achevé en trois ans environ, ce qui est nettement plus rapide que la période qui fut nécessaire à la première vague des participants à l'UEM. Beaucoup reste encore à faire pour affiner et développer ce calendrier, en particulier pour préciser dans quel délai, après un résultat référendaire positif, nous pourrions, de fait, rejoindre l'UEM. Comme l'indique clairement le plan, nous nous sommes engagés à progresser dans ce travail en collaboration avec les entreprises et avec le secteur public dans son ensemble, de façon à pouvoir présenter un nouveau plan, plus élaboré, d'ici un an environ.

J'en viens maintenant aux critères économiques que le Chancelier a fixés le 27 octobre 1997. Beaucoup d'attention, et c'est tout naturel, se porte sur l'aspect politique du projet «euro». C'est bien entendu un acte éminemment politique. Mais, tout comme l'euro ne saurait émaner de rien d'autre que d'une pensée politique, il ne saurait fonctionner autrement que dans un cadre économique. Il s'agit, après tout, d'une union économique.

En tant que gouvernement, nous avons résolu les questions politiques en optant pour le principe d'intégration à l'euro dans la mesure où les critères économiques seraient remplis. Mais il faut les remplir. La manière dont nous rejoindrons le mécanisme de change européen (MCE) devra prendre en compte les dangers d'une intégration monétaire fondée sur des motifs purement politiques.

Il existe deux positions idéologiques et absolues sur l'euro, que je ne partage pas.

La première est «non, jamais». Elle vise à écarter définitivement la Grande-Bretagne de l'euro pour des raisons constitutionnelles. C'est une position de pur principe. Elle affirme que, quels que soient les bénéfices en matière d'emploi ou pour l'industrie, voire même d'influence, une telle décision est tout simplement

erronée, au motif de la souveraineté. Je ne peux accepter cela, pour les raisons que j'ai précédemment exposées. Regardons le monde moderne, autour de nous. La technologie, les finances mondiales, la communication de masse, sans parler des voyages et de la culture: tout évolue en même temps dans ce monde. La souveraineté, mise en commun, peut être une souveraineté ou, au moins, une puissance et un pouvoir d'influence renouvelés. J'ai tendance à croire que, même si nous devions éliminer aujourd'hui, par principe et pour toujours, cette hypothèse, une telle décision serait remise en cause d'ici fort peu d'années et, entre-temps, nous aurions perdu toute possibilité d'influencer l'avenir économique de l'Union européenne, dont nous demeurons membre.

La seconde est un «oui, tout de suite» inconditionnel. Elle consiste à dire que les conditions économiques sont sans importance et que nous devrions nous joindre à l'euro sans tenir compte de celles-ci. Je crois, pour ma part, que ces conditions ont un sens. Et c'est précisément pour cela que pour mieux rassurer les milieux d'affaires et le pays, nous avons déclaré que sauf circonstances imprévues, nous ne demanderions pas à ce Parlement-ci de recommander l'intégration à l'euro.

Revoyons les critères économiques fixés par le Chancelier: convergence durable entre le Royaume-Uni et les pays de la zone euro; souplesse pour s'adapter au changement au Royaume-Uni et sur le continent européen; impact sur l'investissement et sur le secteur britannique des services financiers; enfin, intérêt éventuel de la monnaie unique pour l'emploi.

Il convient d'insister sur trois points. Le premier est que la convergence économique ne doit pas être temporaire, mais durable, dans la mesure où nous pouvons la prévoir avec précision. Nous sommes encore à un stade différent du cycle économique, par rapport au reste de l'Europe. Mais la différence entre nos taux d'intérêts officiels et les leurs s'amenuise. En octobre 1997, les taux d'intérêts du Royaume-Uni s'élevaient à 7 %, tandis qu'ils étaient proches de 3 % en France et en Allemagne. Les taux d'intérêt britanniques atteignent maintenant 5,5 %, contre 3 % dans la zone euro. S'agissant des taux d'intérêts à long terme, la différence entre les nôtres et les leurs chute également, pour atteindre aujourd'hui un demi pour cent. Les taux d'intérêt à long terme sont aujourd'hui à leur plus bas niveau depuis 40 ans. En matière d'inflation, nos résultats sont conformes à la définition de la stabilité des prix selon la Banque centrale européenne (BCE). Mais il est crucial que la convergence soit fixe et durable. Or, il est encore impossible d'émettre cette affirmation aujourd'hui.

Qui plus est, depuis des décennies, nous subissons une instabilité économique bien plus importante que nos homologues continentaux, avec un cycle en dent de scie. L'investissement en a énormément souffert, ainsi que notre capacité à croître sans se heurter à des plafonds inflationnistes, à des niveaux de croissance relativement faibles.

Un cadre de gestion économique entièrement nouveau est maintenant en place. L'indépendance de la Banque d'Angleterre nous a apporté, au fil du temps, une crédibilité en matière de décisions sur les taux d'intérêts, outre des taux d'intérêts faibles. Par ailleurs, les nouvelles règles fiscales ont permis au Chancelier de réduire radicalement les nécessités d'emprunt de 28 milliards de livres et le gonflement de la dette nationale dont nous avons hérité, tout en nous orientant vers la prudence fiscale. Ce nouveau cadre est une révolution dans la gestion économique de la Grande-Bretagne. Sur ce fondement, nous avons mis en place des mesures destinées à promouvoir l'éducation, les qualifications, la technologie et la productivité, des mesures visant à renforcer la capacité des entreprises à croître et à prospérer. Mais il nous faut traverser cette partie plus difficile du cycle économique et en sortir plus forts. Car si la Grande-Bretagne doit rejoindre l'euro, ce doit être à partir d'une position de force économique de longue haleine.

Le deuxième point est que nous n'en sommes qu'aux débuts de l'euro. Soyons assez intelligents pour observer comment il s'installe et comment la BCE trouve une voie permettant une discipline économique tout en évitant les écueils de la déflation.

Troisièmement, il faudra un certain temps pour juger objectivement si la direction de la réforme économique en Europe nous permettra de satisfaire aux critères que nous avons fixés, en particulier en matière de flexibilité et d'emploi.

L'Europe a un choix à faire. La plupart des pays d'Europe affichent des taux de chômage élevés et persistants. Du fait de la crise asiatique, la fragilité de la nouvelle mondialisation s'est introduite chez nous, perceptible dans chaque foyer de l'Union européenne. Notre économie mondiale est plus interdépendante que jamais. L'Union européenne n'est pas en concurrence avec elle-même mais avec le monde entier, de l'Asie à l'Amérique.

La monnaie unique ne donnera pas, à elle seule, la prospérité à l'Europe; mais si cette monnaie est accompagnée d'une réforme fondamentale touchant aux marchés du travail, des capitaux et des produits ainsi qu'à nos systèmes de protection sociale, elle peut y parvenir.

La réforme économique est vitale, non pas simplement pour la réussite de la participation britannique à l'euro, mais pour l'euro lui-même. Je comprends les craintes de ceux qui, tous en ne rejetant pas l'euro par principe, sont néanmoins inquiets de la nature de la zone euro que nous pourrions rejoindre. Ceci est une vraie question. Nous devons être certains que l'Union européenne va de l'avant, qu'elle ne recule pas. L'Union européenne connaît de vrais problèmes, et la Grande-Bretagne peut jouer un rôle dans leur solution. Le programme de réforme économique comprend les plans d'action qui ont été lancés lors de notre Conseil économique de Cardiff. Ces plans posent la nécessité d'une réforme du marché du travail grâce à une plus grande flexibilité; d'une réforme du marché des capitaux par le biais d'une industrie européenne des capitaux-risques; et d'une réforme du marché des produits par l'élargissement de la concurrence et le renforcement du marché unique. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre ces réformes.

Nous n'assurerons pas la protection sociale aujourd'hui par toujours plus de réglementation ou des coûts industriels et des taxes élevés, mais en rendant notre main-d'œuvre fortement adaptable, en renforçant son employabilité et ses savoir-faire; en favorisant le développement technologique; en encourageant les petites entreprises; et en faisant en sorte que nos systèmes de protection sociale aident les personnes concernées à sortir du système des allocations pour retrouver le chemin du travail, avec des mesures spécifiques pour lutter contre l'exclusion sociale. Nous avons besoin d'un nouveau modèle social pour une nouvelle réalité européenne.

Je veux une Grande-Bretagne forte, économiquement disciplinée: qui aura éradiqué son instabilité économique; qui soit souple, concurrentielle et dynamique.

Et je veux pour nous la meilleure Europe possible, qui avancera d'un pas ferme dans la même direction au lieu de nous retenir en arrière.

C'est une vision qui nous permettra d'adapter le modèle social européen aux nouvelles réalités du commerce mondial.

Une vision qui tissera des liens plus étroits entre l'Union européenne et l'Amérique et nous permettra d'apprendre les uns des autres.

Nous avons déclaré comme thème de notre politique gouvernementale que, par principe, la Grande-Bretagne devrait se joindre à une monnaie unique performante. Ce principe est réel. Les préparatifs concrets que nous avons mis en place sont réels. Les conditions nécessaires à ce que nous avançons prudemment, avec bon sens et dans le souci de nos intérêts propres, sont réelles. Et nous avons élaboré une vision de l'avenir européen.

Nous avons une vision, mais c'est une vision concrète. Nous devons avoir confiance, tant dans notre vision que dans notre pragmatisme.

Je vous remercie.